



**KPMG S.A.**  
**Bureau de Lille**  
36 rue Eugène Jacquet  
CS 75039  
59705 Marcq en Baroeul  
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00  
Télécopie : +33 (0)3 20 20 66 57  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# *Association Autisme et Familles*

## *Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

Exercice clos le 31 décembre 2023  
Association Autisme et Familles  
4 rue Jules Ferry - CP 10133 - 62220 Carvin  
*Ce rapport contient 41 pages*  
Référence : HB-MH

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Limited, une société de droit anglais  
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre.

Siège social :  
KPMG S.A.  
Tour Egho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG S.A.**  
**Bureau de Lille**  
36 rue Eugène Jacquet  
CS 75039  
59705 Marcq en Baroeul  
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00  
Télécopie : +33 (0)3 20 20 66 57  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Association Autisme et Familles**

Siège social : 189 Avenue de la République - 62220 Carvin

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'attention des membres de l'Assemblée Générale de l'Association Autisme et Familles,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Autisme et Familles relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 24 juin 2023

KPMG S.A.

Jocelyn Scamps  
Associé



**ANNEE 2023 :**

**- *COMPTE DE RESULTAT***

**- *ACTIF***

**- *PASSIF***

# Compte de résultat

Arrêté au :		31/12/2023		31/12/2022	
	Montant	%	Montant	%	
	215 004,22	0,74	224 743,69	0,74	
	193 238,39	0,66	154 232,96	0,49	
	408 242,61	1,40	378 976,65	1,23	
	29 181 363,76	100,00	27 608 837,89	100,00	
de charge	391 378,09	1,34	383 805,71	1,39	
	393 130,26	1,35	371 497,75	1,35	
	211 621,48	0,73	202 946,13	0,74	
TOTAL I	30 585 736,20	104,81	28 946 064,13	104,16	
autres			4 536,00	0,02	
es	6 133 053,55	21,02	5 630 207,35	20,39	
imilés	2 082 597,75	7,14	1 983 748,97	7,19	
	15 303 673,21	52,44	14 299 891,43	51,80	
	5 374 944,08	18,42	5 155 542,35	18,67	
	2 196 861,47	7,53	1 956 865,07	7,09	
	455 694,77	1,56	155 277,83	0,56	
	20 136,18	0,07	-31,57	0,00	
TOTAL II	31 566 961,01	108,18	29 186 037,43	105,11	
	-981 224,81	-3,36	-239 973,30	-0,83	
ée Total III					
ère Total IV					

# T I F

Arrêté au 31/1

Durée 1

BRUT

AMORT/PROV

NET

orelles

404 765,01

-347 475,76

5

oppement

557 191,07

-120 953,27

43

usufruits

ces, marques, procédés, droits et vale

91 042,42

-86 114,47

corporelles

les en cours

141 082,70

14

relles

2 300 280,57

-719 759,92

1 58

30 565 586,56

-13 228 469,02

17 33

ériel et outillage

2 076 023,41

-1 570 781,12

50

corporelles

3 927 597,99

-2 939 759,52

98

es en cours

329 556,50

32

53 917,38

5

donations destinés à être cé

ations destinés à être cédés

cières

attachées

4,00

1 000,53

3 337,51

33 487,49

3

TOTAL

40 404 072,24

-10 012 012,00

30 392 060,24

**T I F**

Arrêté au 31/12

Durée 1

BRUT

AMORT/PROV

NE

ctif

TOTAL VI

**S I F**

Arrêté au 31/12/2012

Durée 12 mois

e reprise

112 700

es

714 900

e reprise

es

60 000

é

5 373 800

iales et médico-sociales sous gestion contrôlée

5 354 500

tivité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

2 227 400

rcice

ice

-1 274 900

exercice à nouveaux des activités sociales &amp; médico-sociales

5 629 900

es

nt

2 258 300

945 400

**TOTAL I****8 833 600**

gs et donatio

et donation

2 968 400

**TOTAL II****2 968 400**





*Annexe aux comptes  
annuels de l'exercice clos  
Date de clôture 31.12.2023*

## 1. Présentation de l'association et des activités

### a) Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts.

L'Association a vocation à regrouper sur le plan régional les personnes avec autisme et troubles apparentés, leurs familles et toutes les personnes concernées par leur accompagnement et à leur venir en aide.

L'Association a pour buts :

- Permettre la mise en place d'une éducation individualisée et spécifique
- Participer à la création et à la gestion d'établissements et de services appropriés concernant l'éducation, le soin, la rééducation, l'adaptation, la préparation à l'âge adulte, l'insertion sociale, l'hébergement, l'organisation de loisirs..., afin d'inclure les personnes avec autisme dans la société et de leur permettre d'accéder à une vie digne en veillant à leur épanouissement.
- Informier et former les parents, les professionnels et le grand public sur les stratégies d'accompagnement spécifiques à l'autisme en relation étroite avec la recherche dans ce domaine.
- Promouvoir et soutenir des actions de recherche scientifique.
- Collaborer avec toutes les associations et organismes poursuivant des buts voisins, au niveau départemental, régional, national et européen, selon des modalités appropriées : par exemple adhésion à des structures fédératives, montage de projets en commun, ....

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

### b) Composition de l'association

L'association AUTISME et FAMILLES gère 15 ETS :

#### 7 Foyers d'accueil médicalisés

○ Les Aubépines à Hantay	29 places : 28 internat / 1 HT
○ Alter ego à Herlies	14 places en internat
○ Le Terril Vert à Liévin	47 places : 31 internat / 3 HT / 13 ADJ
○ La Ferme au Bois à Genech	32 places : 26 internat / 0 HT / 6 ADJ
○ Les 3 trois Bonniers à Orchies	28 places : 21 internat / 3 HT / 4 ADJ
○ L'orée de la forêt à Attiches	42 places : 28 internat / 4 HT / 10 ADJ
○ FAM du Coquelicot à Bray sur Somme	32 places : 22 internat / 2 HT / 8 ADJ

#### 1 Foyer d'hébergement

○ La Falemprie	8 places internat
----------------	-------------------

#### 2 IME

○ La Fontinelle à Annoëullin	40 places : 28 internat / 4 HT / 8 ADJ
○ Le Relais à Tourcoing	32 places : 24 internat / 6 HT / 2 ADJ

#### 2 SESSAD

○ Les Petits pas à Tourcoing	20 places
○ ECLA à Roubaix	20 places

#### 2 MAS DE JOUR

○ La Fermette à La Bassée	10 places
○ Les Iris à Attiches	4 places

#### 1 ESAT

○ Les 3 Bonniers à Orchies	12 places
----------------------------	-----------

Soit un total de 370 places d'accueil.

### c) Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Prise en charge de personnes avec autisme et troubles apparentés :
  - Secteur enfants : 112 personnes accompagnées
  - Secteur adultes : 258 personnes accompagnées
- Financement par l'ARS pour le secteur enfants
- Financement par l'ARS et les Départements pour le secteur adultes

### d) Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

#### - Les Investissements :

- Acquisition à hauteur de 1 074 k € contre 1 397 K€ en 2022
- Les immobilisations en cours représentent la somme de 524 k€ correspondant à :
  - 126 K€ pour la future MAS les oliviers à LIEVIN
  - 188 k€ pour la future extension de l'EAM des coquelicots
  - 141 K€ pour le siège
  - 15 k€ pour la ferme au bois
  - 53 k€ pour Alter Ego

#### - Les ressources humaines :

- Recrutements à la direction générale d'une Responsable Administrative et Financière, d'une comptable et d'une Responsable Qualité.
- Sur l'année 2023, nous n'avons pas eu de changement au niveau de la direction des établissements.
- L'évolution des salaires : pas de hausse de la valeur du point en 2023. Celui-ci est à 3.93 depuis juillet 2022.
- Dépenses afférentes au personnel : 23 379 762 € contre 21 995 621 € en 2022.

#### - Les Autres moyens/dépenses engagées

- Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 30 559 heures pour 2023 contre 23 833 heures en 2022.

En 2021, nous avons obtenu un CNR QVT au titre des formations. Nous avons terminé l'enveloppe lié à ce CNR dans le courant de l'année 2023.

- Entretien général/dépense de fonctionnement :
  - Dépenses afférentes à l'exploitation :
    - 3 860 534 € contre 3 152 166 € en 2022.
  - Dépenses afférentes aux structures :
    - 5 478 337 € pour 5 142 060 € en 2022.

- Dotation globale : elle représente la somme de 28 936 504 € contre 27 359 615 € en 2022

## 2. Faits significatifs de l'exercice 2023

### a) Représentation de l'association

Suite à l'Assemblée Générale du 28/09/2023, le Conseil d'administration a élu Mr François VATELOT au poste de président.

Le bureau est ainsi constitué :

- |                         |  |
|-------------------------|--|
| - Président :           | François VATELOT                                     |
| - Vice-Présidents :     | Claudie BOSSUT<br>Gilles POURBAIX<br>Dominique RIDON |
| - Secrétaire :          | Martine ROUVILLAIN                                   |
| - Secrétaire Adjointe : | Nathalie PARTYKA                                     |
| - Trésorier :           | Olivier DANSETTE                                     |
| - Trésorier adjoint :   | Patrick BOTTO  |

**b) Projet Immobilier**

- La construction de la MAS les Oliviers à LIEVIN a commencé en septembre 2023. La fin des travaux est prévu courant du 1T2025
- L'extension de l'EAM le coquelicot à Bray sur Somme a commencé en septembre 2023. La fin des travaux est prévu courant du 3T2024.

**c) Faits marquants**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Le CPOM ARS **01/01/2017 au 31/12/2021** est prorogé d'un an. Nous sommes toujours dans l'attente d'une renégociation de notre CPOM.
- Accord pour la création d'une équipe mobile : budget 250 k€ de fonctionnement et 60 k€ pour les investissements (CD 59). Ouverture en janvier 2025.
- Nous avons obtenu un rebasage de 120 k€ par le CD 59
- L'EAM le Terril Vert a eu 120 k€ de rebasage par le CD 62
- L'EAM Le coquelicot a obtenu une subvention de 186 k€ pour l'extension.
- La MAS les oliviers a obtenu un CNR de 301 k€ pour la construction et 80 k€ pour l'aménagement.
- CNR QVT de 81 k€. Il a pour but de promouvoir la QVT et la prévention des TMS, les formations et innovations organisationnelles et managériales, la bientraitance.
- Dans le cadre de la subvention de 755 000 € accordée par l'ARS dans le cadre des fonds pour la modernisation et l'investissement en santé, l'association a commencé à mettre en place IMAGO et à développer l'infrastructure informatique nécessaire.

### **3. Evènements postérieurs à la clôture**

- Nous avons provisionné dans les comptes la nouvelle réglementation liée à la modification de l'acquisition des congés paru en avril 2024. Cette provision représente 112 K€
- Le SESSAD Ecla a absorbé le SESSAD Petits Pas à partir du 01/01/2024.

### **4. Règles et méthodes comptables**

## **a) Principes Généraux**

Les règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018- 06, du règlement ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

## **b) Informations relatives aux postes du bilan**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

### c) Actif Immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

#### *c.1 - État de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	1 058 191,89	141 082.70	5 193.39	1 194 081.20
Immobilisations corporelles	39 237 293.79	934 064.18	918 395.56	39 252 962.41
Immobilisations financières	33 763.93	8 093.00	4 027.40	37 829.53
Total	40 329 249.61	1 083 239.88	927 616.35	40 484 873.14

### c.2 - Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (a)
Immobilisations incorporelles	509 724.58	50 012.31	5 193.39	554 543.50
Immobilisations corporelles	17 771 460.47	1 601 444.07	914 134.96	18 458 769.58
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	18 281 185.05	1 651 456.38	919 328.35	19 013 313.08

### c.3 – Modalités d'amortissements

Les donations temporaires d'usufruit comptabilisées en immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée de la donation temporaire avec pour contrepartie la rubrique « Fonds reportés liés aux legs ou donations ».

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Frais études	Linéaire	10
Agencement terrains équipement	Linéaire	5
Agencement sur sol	Linéaire	10
Matériel cuisine lingerie	Linéaire	20
Autres matériels	Linéaire	10
Matériel de transport	Linéaire	16.66
Matériel bureau	Linéaire	20
Ordinateurs	Linéaire	33.33
Mobilier	Linéaire	10
Immobilisations financières	Non amortissable	

## d) Actif Circulant

### d.1 – Précisions sur d'autres créances

Les autres créances représentent un montant de 1 497 951 €. Celles-ci concernent :

- Des avances ou acomptes au personnel : 8 234 €
- Subvention à percevoir par l'ARS pour le FMIS. Nous n'avons perçu que 40 %. Il nous reste à percevoir la somme de 453 000 €.
- Subvention à percevoir pour l'extension du coquelicot. Nous n'avons perçu que 5 %. Il nous reste à percevoir la somme de 176 700 €.
- Subvention de compensation pour l'ESAT : 26 515 €
- Compte courant SCI A & F : 323 608 €
- OPCO : 13 054 €
- Facturation du département pour 49 488 €
- Des produits à recevoir pour 447 053 € (IJSS, prévoyance et formation)

## d.2 – Charges constatées d’avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d’avance significatives sont les suivantes :

— Charges d’exploitation représentant 61 994 € contre 88 811 € pour l’exercice précédent

### e) Tableau de variation des Fonds Propres

Le tableau suivant défini par l’article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l’ensemble des informations demandées dans l’article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droits de reprise	60 000,00				60 000,00
Fonds propres sans droits de reprise	827 692,35				827 692,35
«dont activité des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	636 962,48				636 962,48
Ecart de réévaluation					
Réserves	4 994 364,38	379 477,26	383 414,44	3 937,18	5 373 841,64
«dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	4 975 049,11	379 477,26	383 414,44	3 937,18	5 354 526,37
Report à nouveau	1 551 034,74	- 907 678,07	586 325,25	1 494 003,32	643 356,67
« Dont report à nouveau des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée (1) »	2 809 316,90	- 581 872,06	425 823,83	1 007 695,89	2 227 444,84
Excédent ou déficit de l'exercice	- 528 200,81	528 200,81		1 274 931,50	- 1 274 931,50
« Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée (1) »	- 563 615,01	563 615,01		1 321 142,03	- 1 321 142,03
<b>Situation nette</b>	6 904 840,66				5 629 959,16
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 177 326,14		186 000,00	104 989,11	2 258 337,03
Provisions réglementées	950 484,46			5 084,20	945 400,26
<b>TOTAL</b>	10 032 651,26	-	1 155 739,69	2 882 945,31	8 833 696,45

(1) « Précision prévue par l’article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des PM de DP à but NL applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l’article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique » **Fonds propres sans droit de reprise**

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

### e.1 – Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des projets (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants. Il fait l'objet d'une ventilation par exercice

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités propres de l'entité (Acquis à l'entité : Fonds Propres)	3 139 092.02	1 555 003.85
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		
- A l'exercice	2 323 573.26	1 741 701.20
- Aux exercices ultérieurs	1 408 583.92	4 217 900.82
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
<b>Solde</b>		643 356.67

### e.2 – L'excédent ou le déficit de l'exercice

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

En présence de tiers financeurs

Le résultat de l'exercice se compose de :

- 46 K€, résultat définitivement acquis à l'organisme ;
- - 1 320 K€, résultat sous contrôle de tiers financeurs. Si celui-ci avait été positif, le résultat aurait pu être repris par un tiers financeur.

### e.3 – Subvention d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur

- Le poste subventions d'investissement (diminution),
- Le poste report à nouveau (augmentation),

Effet correspondant à la méthode retenue par notre entité ci-dessus décrite

Tableau de variation cf : e) tableau des fonds propres

### e.3 – Provisions Réglementées

Cf § g) les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

#### f) Fonds reportés et dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	dotation	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			dont reprise	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations (2)							
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (1) »	1 806 830,74	281 400,00	149 441,84			1 938 788,90	
investissements							
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (1) »	239 264,25	166 459,90	164 111,19			241 612,96	
exploitation							
Contributions financières d'autres organismes (2)	596 243,42		66 421,54			529 821,88	
Ressources liées à la générosité du public (2)	270 766,39	7 834,93	20 343,30			258 258,02	
Sur legs et donations affectés (197)							
<b>TOTAL</b>	2 913 104,80	455 694,83	400 317,87			2 968 481,76	

(1) Ligne supplémentaire prévu à l'article 153-3 du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales

gérées par des PM de DP à but NL aux exercices ouverts à compter du 1/01/2020 ; exercices pour lesquels l'art 152-1 prévoit : « Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociales des postes suivants par une subdivision spécifique : (...) les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales (...) ».

(2) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, alors même que le projet est terminé, que l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

#### g) Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	950 484,46		5 084,20	945 400,26
Provisions pour risques	202 046,13	112 675,91	76 499,67	238 222,37
Provisions pour charges	1 187 165,95	433 971,37	308 598,48	1 312 538,84
<b>Total</b>	<b>2 339 696,54</b>	<b>546 647,28</b>	<b>390 182,35</b>	<b>2 496 161,47</b>

#### g.1 - Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Exploitation		Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	Prud'hommes	112 675,91		
Provisions pour charges	IDR	336 440,00		
	QVT	16 025,78		
	Redevance Loyer	81 505,59		
<b>Total</b>		<b>546 647,28</b>		

#### g.2 - Aménagement du cadre général- Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Exploitation		Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	Reprise de plus-values	5 084,20		
Provisions pour risques	Prud'hommes	76 499,67		
Provisions pour charges	IDR	190 236,00		
	QVT	9 233,79		
	Redevance Loyer	85 628,68		
Total		366 682,34		

g.3 – Provision pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	336 440		336 440

g.4 – Provision pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints.

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début d'exercice	Augmentations : Dotation de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## h) Dettes

cf i) h.1 – Emprunts et autres dettes

h.2 – Précisions sur d'autres dettes

- **Les produits constatés d'avances**

A la clôture de l'exercice, le solde comptable est de 317 938.19 €. Il correspond à des remboursements d'assurances.

Il s'agit notamment de l'indemnisation versée par l'assurance en octobre 2017 suite au sinistre survenu à l'EAM les Trois Bonniers (inondation).

Un remboursement d'assurance à l'orée de la forêt a également été obtenu concernant un sinistre au niveau de la cuisine centrale et de la balnéo.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

i) Etats des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

**Créances et Dettes**

balance consolidé

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 337.51	3 337.51	
Autres immobilisations financières	11 818.46	11 818.46	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	788 262.33	788 262.33	
Personnel et comptes rattachés	8 234.62	8 234.62	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	656 513.14	656 513.14	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	851 212.14	851 212.14	
Charges constatées d'avance	61 993.55	61 993.55	
<b>Total général</b>	<b>2 381 371.75</b>	<b>2 381 371.75</b>	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	15 613 339.85	15 613 339.85		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	930 310.84	930 310.84		
Personnel et comptes rattachés	1 457 761.09	1 457 761.09		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 640 354.02	1 640 354.02		
Etat, impôt sur les bénéfices	17 917.43	17 917.43		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	284 327.44	284 327.44		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	63 950.15	63 950.15		
Groupes et associés				
Autres Dettes	199 071.07	199 071.07		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	317 938.19	317 938.19		
<b>Total général</b>	<b>20 524 970.08</b>	<b>20 524 970.08</b>		

Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	893 178			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

## 5. Informations relatives au Compte de Résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

## 6. Résultats par activités ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>		
FH LA FALEMPRISE	- 55 776,20	
EAM LES AUBEPINES		54 095,92
EAM ALTER EGO	- 41 345,69	
EAM LA FERME AU BOIS	- 441 639,37	
EAM LES TROIS BONNIERS	- 203 495,03	
EAM L'OREE DE LA FORET	- 122 721,31	
EAM LE TERRIL VERT	- 113 718,54	
EAM DU COQUELICOT	- 74 449,24	
ESAT LES TROIS BONNIERS - SOCIAL	- 18 689,06	
MAS LA FERMETTE	- 21 573,75	
MAS LES IRIS	- 442 075,35	
SESSAD ECLA	- 3 841,74	
SESSAD LES PETITS PAS		123 076,42
IME LE RELAIS	- 186 721,83	
IME LA FONTINELLE		227 732,74
<b>Gestion propre (= libre)</b>		
ESAT Commercial		121 901,44
DG	- 82 483,39	
ASSO		6 792,48
<b>TOTAL</b>	- 1 808 530,50	533 599,00
<b>Résultat de l'exercice 2023</b>	- 1 274 931,50	

a) **Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux**

Les établissements suivants sont sous contrôle de tiers financeur :

<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>
FH LA FALEMPRISE
EAM LES AUBEPINES
EAM ALTER EGO
EAM LA FERME AU BOIS
EAM LES TROIS BONNIERS
EAM L'OREE DE LA FORET
EAM LE TERRIL VERT
EAM DU COQUELICOT
ESAT LES TROIS BONNIERS - SOCIAL
MAS LA FERMETTE
MAS LES IRIS
SESSAD ECLA
SESSAD LES PETITS PAS
IME LE RELAIS
IME LA FONTINELLE

*a-1 ) Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement*

Résultat de l'exercice 2023 par établissement	Résultat Comptable	Affectation résultat 2021	Résultat Administratif 2023
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>			
FH LA FALEMPRISE	- 55 776,20		- 55 776,20
EAM LES AUBEPINES	54 095,92		54 095,92
EAM ALTER EGO	- 41 345,69		- 41 345,69
EAM LA FERME AU BOIS	- 441 639,37	12 287,66	- 429 351,71
EAM LES TROIS BONNIERS	- 203 495,03	6 500,00	- 196 995,03
EAM L'OREE DE LA FORET	- 122 721,31	2 662,21	- 120 059,10
EAM LE TERRIL VERT	- 113 718,54	17 239,26	- 96 479,28
EAM DU COQUELICOT	- 74 449,24	- 4 983,33	- 79 432,57
ESAT LES TROIS BONNIERS - SOCIAL	- 18 689,06		- 18 689,06
MAS LA FERMETTE	- 21 573,75		- 21 573,75
MAS LES IRIS	- 442 075,35		- 442 075,35
SESSAD ECLA	- 3 841,74	30 000,00	26 158,26
SESSAD LES PETITS PAS	123 076,42		123 076,42
IME LE RELAIS	- 186 721,83	42 954,05	- 143 767,78
IME LA FONTINELLE	227 732,74	213 345,72	441 078,46
<b>sous total 1</b>	<b>- 1 321 142,03</b>	<b>320 005,57</b>	<b>- 1 001 136,46</b>
<b>Gestion propre (= libre)</b>			
ESAT Commercial	121 901,44		121 901,44
DG	- 82 483,39		- 82 483,39
ASSO	6 792,48		6 792,48
<b>sous total 2</b>	<b>46 210,53</b>	<b>-</b>	<b>46 210,53</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>- 1 274 931,50</b>	<b>320 005,57</b>	<b>- 954 925,93</b>

**b) Produits du compte de résultat**

*b-1 ) Ventes de biens et services*

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées : 408 242 €

Production de biens : 215 004 €

ESAT 3 BONNIERS : 193 238 €

## *b-2 ) Concours publics et subventions d'exploitation*

### • *Concours Publics*

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné

### • *Subventions*

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

### • *Tableau des subventions et concours publics*

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		15 278 389,74	11 830 283,17	466 496,00	1 362 971,45
Subvention d'exploitation					243 223,40
Subvention d'investissement					
TOTAL	-	15 278 389,74	11 830 283,17	466 496,00	1 606 194,85

### *b-3 ) Ressources liées à la générosité du public*

Le poste « dons manuels » comprend notamment les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte pour un montant de 42 356.23 € contre 54 764.36 € en 2022.

### *b-4 ) Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges*

Transferts de charges : 4200 €

Reprises sur provisions d'exploitation : 387 178 € (prudhomme, travaux, indemnité de départ en retraite, 0.10 % QVT)

### *b-5 ) Utilisation des Fonds dédiés*

Utilisation de fonds reportés :

- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 189 359.49 €
- Utilisation des fonds dédiés sur concours publics : 28 848.54 €
- Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 170 677.93 €
- Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 4 246.30 €

### *b-6 ) Autres Produits*

Produits cessions éléments d'actif pour 31 000 €. Pour rappel, cela concerne la vente de l'immeuble du SESSAD « les petits pas ».

Quote-part des subventions d'investissements pour 93 072.59 €

Produits sur exercices antérieurs pour 138 343.30 €

## **c) Charges du compte de résultat**

### *c-1) Achats de marchandises et variation des stocks*

RAS

### *c-2) Autres Achats et charges externes*

Le montant des achats est de 6 133 053 € contre 5 630 207 en 2022.

### *c-3) Impôts, taxes et versements assimilés*

Cela représente 2 082 597.75 € en 2023 contre 1 983 748.97 € en 2022

### *c-4) Salaires et traitements, charges sociales*

Les salaires représentent 15 303 673.21 € pour 14 299 891.43 € en 2022

Les Charges sociales sont de 5 374 944.08 € pour 5 155 542.35 € en 2022

### *c-5) Dotations aux amortissements et aux dépréciations*

Les dotations sont réparties de la manière suivante :

- Immobilisations incorporelles : 55 681.58 €
- Immobilisations corporelles : 1 595 774.80 €

### *c-6) Dotations aux provisions*

Dotations aux provisions pour risques et charges : 545 K €

- 113 K€ de provision pour des litiges
- 81 K€ de provision pour hausse de loyer
- 336 K€ de provision d'indemnité de départ à la retraite
- 15 K€ de provision Qualité de vie au travail

### *c-7) Reports en Fonds dédiés*

Reports en fonds dédiés : 7 K€

- 7 K€ de fonds dédiés répartis sur les établissements

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières et les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

## **d) Résultat Financier**

Les aides financières ne font pas partie du résultat financier. Elles sont rattachées à un poste distinct « Aides financières » en charges d'exploitation, ou figurent en charges exceptionnelles (si elles ne relèvent pas de l'activité normale).

Résultat négatif de 512 090.17 € contre - 589 357.64 € en 2022

Cela est essentiellement lié aux intérêts d'emprunt qui représentent 565 126.82 € de charges.

## **e) Résultat Exceptionnel**

Résultat positif de 218 383.48 € contre 301 130.13 € en 2022

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

## **f) Contributions volontaires en nature du compte de résultat**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts. Les

apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature. Les motifs de notre décision sont les suivantes :

La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;

#### g) Autres informations sur le contenu de poste du bilan et du compte de résultat

Vous trouverez ci-dessous les honoraires TTC du Commissaire Aux Comptes

	CAC 1	CAC 2
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	49 200 €	Non concerné
— <b>Honoraires totaux</b>	49 200 €	Non concerné

#### h) Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 232 114 € en 2023 contre 219 638 en 2022.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

#### i) Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	2023	2022
Cadres	39	47
Agents de maîtrise	357	319
Employés	22	22
Ouvriers	73	74
	491	462

**j) Informations sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)**

Notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153 K

**k) Autres Informations relatives aux opérations et engagement hors bilan**

Concernant les engagements de retraites et avantages assimilés un calcul actuariel est mis en place à compter de 2021 selon les critères ci-dessous :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3.70 %
- Taux de Turn Over : 13.44 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2 %

